



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

déficit budgétaire

Question au Gouvernement n° 3209

Texte de la question

POLITIQUE BUDGETAIRE

M. le président. La parole est à M. Alain Joyandet, pour le groupe UMP.

M. Alain Joyandet. Ma question s'adresse à Jean François Copé, ministre délégué au budget et à la réforme de l'État.

Le déficit du budget de l'État est en nette diminution. Il s'établit à 36 milliards d'euros pour 2006, alors même que les impôts ont baissé.

M. Michel Lefait. Pour qui ? Pour les riches !

M. Alain Joyandet. C'est une bonne nouvelle pour les Français. C'est d'ailleurs un peu le fruit de leur travail. C'est aussi la conséquence d'une gestion rigoureuse des deniers publics. C'est surtout la démonstration que l'on peut réduire les déficits sans pour autant augmenter les impôts.

M. Michel Lefait. Et les prélèvements obligatoires ?

M. Alain Joyandet. C'est donc le contraire de ce que propose la gauche et de ce que font les socialistes dans les régions qu'ils dirigent (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), où les impôts ont augmenté sans justification, dans des conditions incroyables, qu'il s'agisse des impôts locaux ou de la TIPP, dont ils se servent pour accroître un peu plus leurs recettes.

En 2002, la gauche plurielle et M. Jospin nous avaient légué un déficit budgétaire beaucoup plus important et des prélèvements records. C'est donc un très long chemin qui a été parcouru par les gouvernements successifs et par la majorité qui les a fidèlement soutenus pendant ces cinq ans. Nous pensons que, pour réhabiliter le travail, il faut laisser à nos concitoyens une part de plus en plus importante du fruit de leur travail, et non le leur confisquer.

M. Maxime Gremetz. La question !

M. Alain Joyandet. Quelles sont donc, monsieur le ministre délégué au budget, les grandes orientations de la politique budgétaire de la France qui nous permettent d'obtenir ces résultats très positifs pour les Français ? (*Applaudissements sur divers bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

M. Jean-François Copé, *ministre délégué au budget et à la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur Joyandet, le résultat que nous obtenons en matière de déficit budgétaire mérite en effet d'être souligné : 36,16 milliards d'euros, c'est le meilleur résultat, rapporté au PIB, depuis une bonne quinzaine d'année, depuis 1991. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. François Hollande. Depuis 2001 !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. C'est même légèrement mieux qu'en 2001, alors qu'il y avait eu quatre années de croissance ininterrompue que, il est vrai, vous avez largement bradée, vous socialistes et communistes, avec des dépenses publiques considérables et non financées.

Il est vrai, monsieur Joyandet, que nous avons une politique très différente de celle de la gauche. Avec une croissance un peu inférieure à celle des années Jospin, nous avons ramené le déficit budgétaire de 49 à 36 milliards. Nous avons réussi à maîtriser complètement la dépense publique en luttant contre les gaspillages, tout en finançant nos programmes. ("*Menteur ! Menteur !*" *sur les bancs du groupe socialiste.*) En même temps,

nous avons diminué les impôts des gens qui travaillent.

M. Patrick Roy. Mensonge !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. Nous avons rendu du pouvoir d'achat aux Français pour qu'ils puissent consommer - cela nous a rapporté de la TVA -, pour que le chômage diminue - cela rapporte davantage d'impôt sur le revenu - et pour que les bénéfices des entreprises accroissent le produit de l'impôt sur les sociétés. Il est vrai que cela est radicalement différent de ce que propose la gauche.

Notre idée est simple : nous avons fait la démonstration que, quand on baisse les impôts des gens qui travaillent, quand on rend de l'argent aux Français, cela crée une dynamique de croissance. C'est d'ailleurs très exactement ce que font les grands pays européens, notamment les gouvernements socialistes des autres pays européens. M. Prodi ne fait rien d'autre en Italie et M. Zapatero fait exactement la même chose en Espagne.

M. Maxime Gremetz. Et Johnny fait mieux !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. Quant à notre bouclier fiscal, il est identique à celui des Allemands, des Espagnols et des Suédois.

En clair - c'est sans doute cela qui fait la différence - nous avons en France le parti socialiste le plus archaïque qui soit. *(Rires et applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)* Il faudra le dire aux Français, car ce qui est présenté est contraire à la réalité. Nous, nous sommes là pour rappeler ce que l'on peut faire pour poursuivre le redressement de la France ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Jean Auclair. M. Hollande s'en va ! Il est dégoûté ! *(Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. Ça suffit !

Données clés

Auteur : [M. Alain Joyandet](#)

Circonscription : Haute-Saône (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3209

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : budget et réforme de l'Etat

Ministère attributaire : budget et réforme de l'Etat

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 31 janvier 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 31 janvier 2007